



04-00104

Monsieur Georg Kell  
Directeur Général du Global Compact  
Cabinet du Secrétaire Général  
United Nations  
N. Y. 10017  
USA

Le Président du Directoire

Paris, le 24 mars 2004

Monsieur le Directeur Général,

Suite à l'adhésion du Groupe Caisse d'Epargne au Pacte Mondial en mars 2003, et dans le prolongement des échanges intervenus notamment à Paris en janvier dernier, il m'a semblé utile de vous faire connaître la nature et la diversité des engagements de notre Groupe en cohérence avec les principes édictés par le Pacte Mondial.

Vous voudrez donc bien trouver ci-joint une note résumant l'engagement du Groupe Caisse d'Epargne dans la société civile, soit par des actions menées en direct, soit en s'appuyant sur la Fondation Caisses d'Epargne pour la solidarité, ainsi que sa démarche plus récente en faveur du développement durable et de la responsabilité sociale d'entreprise.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Général, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Charles MILHAUD

Copie : Mme Monique BARBUT  
Directeur de la Division Technologie,  
Industrie et Economie - PNUE  
Tour Mirabeau  
39/43 Quai André Citroën  
75739 PARIS Cedex 15



**CAISSE D'EPARGNE**  
CAISSE NATIONALE

Paris, le 15 mars 2004

## **Le Groupe Caisse d'Epargne et l'adhésion au Pacte Mondial**

### **I. L'adhésion du Groupe Caisse d'Epargne au « Pacte mondial »**

Le Groupe Caisse d'Epargne a adhéré au Pacte Mondial et à ses 9 principes, par lettre du 31 mars 2003 de Charles Milhaud, Président du groupe à M. Kofi Annan, Secrétaire Général des Nations Unies.

Cette adhésion a été annoncée à l'ensemble du personnel dans la presse interne et sur le site Intranet. Bien entendu, elle sera mentionnée dans le rapport d'activité du Groupe ainsi que dans le rapport spécifique développement durable pour 2003.

Par ailleurs, à l'occasion de l'Université d'été des 3 à 5 septembre 2003, M. Bernard COCHEME, sous-secrétaire général de l'ONU, Directeur général du Fonds de pension des fonctionnaires internationaux, est intervenu devant 150 cadres dirigeants du Groupe pour présenter les enjeux de l'adhésion du Groupe au Pacte Mondial et a décrit les 9 principes auxquels nous avons accepté de nous conformer.

Bien entendu, le Groupe Caisse d'Epargne soutient et applique sans restriction les principes du Pacte Mondial.

De plus, comme on le verra ci-dessous, les origines et les valeurs du Groupe, de même que les initiatives qu'il a prises dans la période récente, renforcent son positionnement par rapport aux principes du Pacte Mondial.

### **II. Les Caisses d'Epargne : une entreprise engagée dans la société civile**

Depuis leur création, au début du 19<sup>ème</sup> siècle, les Caisses d'Epargne ont vocation à apporter des réponses financières, notamment en termes d'épargne, aux personnes ayant difficilement accès au secteur bancaire traditionnel.

Désormais banques coopératives, les Caisses d'Epargne sont dotées d'un système de gouvernement d'entreprise articulé autour de la Fédération Nationale des Caisses d'Epargne représentant les sociétaires et de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne assurant la direction du réseau. A ce jour, environ 3 millions de sociétaires, représentés par quelque 6.200 administrateurs, détiennent le capital de 145 sociétés locales d'épargne, elles-mêmes propriétaires des 30 Caisses d'Epargne régionales. Ce dispositif permet l'exercice d'une gouvernance au plus près du terrain et représentative des collectivités locales comme des forces économiques et sociales du territoire.

Devenues banques de plein exercice exerçant la plénitude des fonctions financières d'une banque universelle, à travers un réseau serré d'agences couvrant l'ensemble du territoire, s'adressant, sans exclusive, à tous les secteurs économiques, publics et privés, les Caisses d'Epargne n'en ont donc pas moins continué à développer leurs missions d'intérêt général et leur implication dans la société civile.

En effet, en même temps qu'elles se dotaient d'un statut coopératif, les Caisses d'Epargne confirmaient leur engagement dans des missions d'intérêt général en consacrant chaque année une partie de leur résultat au financement de projets d'économie locale et sociale. Au cours des 3 premières années de mise en œuvre de ce dispositif, les Caisses d'Epargne ont ainsi financé plus de 4.000 projets, pour un montant de 85 millions €. Par le nombre des projets dont elle a permis la réalisation et par les montants mobilisés cette action n'a pas, à notre connaissance, d'équivalent en France, parmi les initiatives privées.

Au-delà de leurs missions traditionnelles touchant à l'épargne populaire, l'insertion bancaire, le financement du logement social et de l'aménagement du territoire, la distribution du Livret A... l'engagement des Caisses d'Epargne, solidaires de leurs territoires, s'exprime par toute une gamme d'initiatives en direction de populations fragiles ou en situation d'exclusion sociale, physique ou économique, notamment :

1. l'insertion économique et sociale des chômeurs :

- par l'octroi de micro crédits à des créateurs d'entreprises individuelles : en 2003 quelque 2.000 créateurs de leur propre emploi ont reçu des micro crédits pour plus de 14 millions €. En 3 ans plus de 4.000 personnes ont bénéficié de plus de 26 millions € de crédits.
- par l'aide apportée aux structures d'accompagnement des créateurs d'entreprises comme France Active, l'ADIE, France Initiative Réseau, les Boutiques de Gestion... : pour 3 millions € en 2003
- par le financement de projets permettant l'insertion ou la réinsertion de personnes en grande difficulté sociale ou écartées durablement de l'emploi : 309 projets ont été ainsi financés en 2003 pour 4,5 millions €, 783 projets en 3 ans pour plus de 12 millions €.

1. l'acquisition des savoirs de base (lire, écrire, compter, maîtriser son budget...) et la lutte contre l'illettrisme

- par le financement d'associations spécialisées : 146 projets aidés en 2003 pour plus de 3 millions €
- à travers les interventions de l'association Finances & Pédagogie, structure spécialisée au sein du Groupe dans la formation et la pédagogie de l'argent auprès des populations jeunes, fragiles ou sur endettées. En 2003, plus de 63.000 personnes ont ainsi bénéficié de 6.700 heures de formation, notamment dans le secteur social et associatif, dans les établissements scolaires ou dans le cadre de la formation professionnelle.

1. la satisfaction des besoins fondamentaux (se nourrir, se loger, se vêtir) des populations défavorisées via les associations spécialisées : 200 projets financés en 2003 pour 3 millions €
2. l'accueil, l'hébergement et les soins de personnes âgées malades ou handicapées, à travers des associations locales spécialisées : 528 projets ont été financés en 2003 pour 4,5 millions €

Au-delà des ses initiatives directes, le Groupe Caisse d'Epargne s'appuie sur une Fondation reconnue d'utilité publique

### **III. La Fondation Caisses d'Epargne pour la Solidarité**

Reconnue d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat en avril 2001, la Fondation Caisses d'Epargne pour la Solidarité marque une nouvelle étape dans l'engagement sociétal des Caisses d'Epargne, notamment en faveur des personnes les plus touchées socialement ou physiquement.

L'action de la Fondation s'articule autour de deux grands axes :

- l'autonomie des personnes âgées, malades ou handicapées.

A ce titre elle gère, à ce jour, 37 établissements d'hébergement, principalement de personnes âgées, comportant quelque 2.400 lits. Un ambitieux programme de croissance vise à porter le nombre de places à 8.000 dans les 4 à 5 années à venir. Dans le même esprit, la fondation développe des projets visant à favoriser le maintien à domicile des personnes à mobilité réduite, par l'adaptation des logements des personnes concernées ou en mettant en réseau les services d'assistance et de sécurité des personnes chez elles.

- la lutte contre l'illettrisme.

Phénomène persistant et préoccupant dans notre pays, la Fondation se propose de contribuer à l'éradication de l'illettrisme en s'intéressant à la classe d'âge des jeunes de 17 à 25 ans. Un dispositif de dépistage des jeunes en situation d'illettrisme à l'occasion des journées d'appel à la préparation de la défense (JAPD) a permis d'établir que près de 11,6 % des jeunes ont des difficultés face à la langue et 6,4 % éprouvent de très grandes difficultés. Ce qui représente respectivement une population d'environ 80.000 et 45.000 jeunes chaque année.

Le programme « savoir pour réussir » de la Fondation consiste à identifier les jeunes en situation d'illettrisme, de les inciter puis de les accompagner dans un processus d'insertion via un système de tutorat individualisé abordant simultanément les aspects sociaux, sanitaires et économique de l'insertion.

Au-delà de ces engagements, ancrés dans son histoire, le Groupe s'est engagé de manière volontariste dans une démarche de développement durable.

#### **IV. La démarche développement durable des Caisses d'Epargne**

Fort de cette longue et forte tradition de solidarité et d'implication dans la société civile, le Groupe Caisse d'Epargne a décidé, en 2002, de s'engager de manière volontariste dans une démarche de développement durable et de responsabilité sociale d'entreprise.

Cette décision a été précédée d'un exercice d'auto diagnostic des forces et faiblesses du groupe, au regard des critères retenus par les agences de notation sociétale.

Cet exercice a donné les résultats suivants :

- positionnement considéré comme plutôt bon dans les 3 domaines de la responsabilité sociale d'entreprise : ressources humaines, gouvernance et relations avec la société civile ;
- des résultats perfectibles concernant les relations avec les clients et les fournisseurs ;
- des résultats insuffisants, voire inexistants, dans le domaine de l'environnement.

Compte tenu des résultats de cet auto diagnostic, le Groupe Caisse d'Epargne a considéré qu'il pouvait raisonnablement s'engager dans une démarche généralisée de développement durable de manière à consolider voire renforcer ses points forts et pallier ses faiblesses.

Dans cet objectif, il a été décidé, en juillet 2002 :

- de désigner un responsable développement durable dans chaque Caisse d'Epargne, à la CNCE et à la FNCE ;
- de généraliser l'auto diagnostic dans l'ensemble des Caisses d'Epargne ;
- d'accélérer la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures au niveau de la centrale d'achats, le crédit « corporate », la communication interne et externe sur le développement durable ;
- de solliciter l'agence de notation sociale VIGEO en vue d'une notation de la politique sociale et environnementale du Groupe, de manière à objectiver l'auto diagnostic par une expertise externe.

## **V. Le partenariat avec le WWF**

Un partenariat stratégique a été conclu entre le Groupe et WWF-France en juillet 2003 portant sur trois grands axes relatifs à la prise en compte de l'environnement :

- Faire évoluer les pratiques de gestion du patrimoine naturel, culturel et humain en France vers davantage de durabilité,
- Apporter des solutions, notamment financières, propres au cœur de métier bancaire des Caisses d'Epargne,
- Promouvoir des modes de vie et d'habitat durable en sensibilisant les collaborateurs, sociétaires, clients, partenaires, à l'empreinte écologique des activités humaines et en diffusant des solutions innovantes, combinant le savoir-faire des deux partenaires.

Dès 2003, ce partenariat, unique dans le secteur bancaire français, a permis la mise en place des actions concrètes suivantes :

- la coproduction de l'agenda 2004 du Groupe avec une information ou un conseil éco-responsable hebdomadaire, classés par domaines naturels.
- la sensibilisation et la formation des cadres du Groupe Caisse d'Epargne aux enjeux environnementaux du développement durable, via l'Université Caisse d'Epargne et des interventions du WWF France en Caisses d'Epargne,
- l'élaboration, puis la présentation de modules d'animation destinés aux administrateurs des Sociétés Locales d'Epargne et aux sociétaires, afin de les informer sur les enjeux concrets du développement durable dans l'entreprise.
- l'introduction systématique de critères environnementaux dans le processus de sélection des projets d'économie locale et sociale des Caisses d'Epargne, afin de :
  - s'assurer qu'aucun projet ne présente un impact environnemental négatif ;
  - promouvoir l'émergence de projets à caractère environnemental, par des appels à projets.
- l'information privilégiée de segments de clientèle des Caisses d'Epargne, tels que les collectivités territoriales, les PME-PMI, les organismes HLM, les associations... engagés dans une démarche de développement durable, sur des projets pilotes menés par le WWF, notamment dans le domaine des infrastructures et de l'habitat éco-durable.
- l'accompagnement de Caisses d'Epargne sur des projets pilotes propres à leur territoire (par exemple la Caisse d'Epargne Val de France Orléanais engagée dans la préservation des bords de Loire).
- la gestion éco-responsable des forêts appartenant aux Caisses d'Epargne

## **VI. Les Caisse d'Epargne et La forêt**

La sensibilité forestière du Groupe Caisse d'Epargne s'inspire des objectifs des pouvoirs publics tant en ce qui concerne le « Plan Tempête National » mis en place au lendemain des tempêtes de fin 1999 que la « loi d'orientation sur la forêt de juillet 2001 » dont l'article 1<sup>er</sup> précise :

« La mise en valeur et la protection des forêts sont reconnue d'intérêt général. La politique forestière prend en compte les fonctions économique, environnementale et sociale des forêts et participe à l'aménagement du territoire, en vue d'un développement durable. »

### **➤ Les forêts des Caisses d'Epargne**

Les Caisses d'Epargne et la forêt ont une longue histoire commune.

Dans son ensemble, le Groupe Caisse d'Epargne possède quelque 20 000 ha de forêts d'une valeur d'actif d'environ 150 millions €.

C'est un patrimoine suffisant pour conduire des actions exemplaires d'envergure dans plusieurs domaines encouragés par les pouvoirs publics :

- la gestion durable et sécurisée des forêts respectueuses des milieux et des sites remarquables.
- la politique d'ouverture et d'accueil en forêt dans un esprit de coopération mutualiste.
- la création de produits d'épargne forestière en application de la loi de 2001 : Groupements Forestiers (GF), Société d'Epargne Forestière (SEF) dans un esprit novateur et respectueux de l'épargnant.

### **➤ La société ISSORIA**

Pour s'inscrire dans cette dynamique, le Groupe Caisse d'Epargne a favorisé la création le 4 avril 2000 de la société ISSORIA, filiale à 51% de la CNCE.

Dans la ligne du « Plan Tempête National », ISSORIA a développé une activité créatrice de valeur essentiellement pour récolter et commercialiser les arbres abattus par les tempêtes. ISSORIA a ensuite mis au point une technologie de reconstitution des forêts sinistrées par voie de régénération naturelle.

Deux actions majeures ont été conduites pour la préservation de la qualité des lois :

- création d'une place de stockage de bois de 150 000 m<sup>3</sup> ;
- exportation d'un bateau de 25 000 m<sup>3</sup> de douglas vers le JAPON, première exportation de cette taille jamais réalisée en France.

Quatre ans plus tard, les bois ont été parfaitement conservés et sont en voie de commercialisation auprès d'une dizaine d'industries régionales.

Ces deux opérations ont permis une création de valeur évaluée à 14 millions € à partir d'arbres qui, à défaut, se seraient totalement dépréciés. Economiquement et socialement, cela a apporté du travail à plus de 100 équivalents temps plein pendant 5 ans.

➤ L'épargne forestière

Dans la ligne de la « loi sur la Forêt de 2001 » qui prévoit des incitations fiscales pour encourager l'épargne forestière, la filiale ISSORIA a créé deux Groupements Forestiers fin 2003. En cela, le Groupe Caisse d'Epargne a été novateur et plusieurs organismes financiers cherchent actuellement par divers moyens à bénéficier de cette expérience. D'autres Groupements Forestiers Ecureuil sont prévus pour 2004.

➤ L'effet de serre

En conservant la maîtrise de sa gestion forestière, le Groupe Caisse d'Epargne entend se positionner comme une force de proposition dans les orientations législatives et réglementaires futures (épargne retraite) et dans des dispositions concrètes contre l'effet de serre.

### **Conclusions**

En tant qu'acteur économique le Groupe Caisse d'Epargne s'engage dans 4 directions :

- faire de son réseau, constitué des 26 millions détenteurs de Livret A, des 50.000 collaborateurs, des 3 millions de sociétaires des 6.200 administrateurs... un relais pour les pouvoirs publics, les ONG, de sensibilisation et de prise de conscience des enjeux du développement durable ;
- prendre toute sa place en tant que banque, comme levier naturel de financement de l'économie pour peser sur les choix des acteurs pour que soient mieux pris en compte les risques liés aux dimensions sociales et environnementales des projets ;
- s'appliquer à lui-même, dans la durée, les principes de la responsabilité sociale et du développement durable, dans sa gestion interne aussi bien que dans son implication dans la société civile à travers notamment ses missions d'intérêt général et les actions de la Fondation Caisses d'Epargne pour la Solidarité.
- à se faire auditer régulièrement et de manière volontaire par une agence de notation sociale indépendante.